

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 février 2026

EXPÉRIMENTATION POUR L'INSTAURATION D'UN ENSEIGNEMENT D'ÉDUCATION À
L'ALIMENTATION À L'ÉCOLE - (N° 2398)

Commission	
Gouvernement	

Tombé

N° 32

SOUS-AMENDEMENT

présenté par

M. Courbon, M. Belhaddad, M. Emmanuel Grégoire, Mme Hadizadeh, Mme Herouin-Léautey,
Mme Céline Hervieu, Mme Keloua Hachi, M. Proença, Mme Rouaux et les membres du groupe
Socialistes et apparentés

à l'amendement n° 24 de Mme Olivia Grégoire

ARTICLE 2

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent sous-amendement des députés Socialistes et apparentés vise à supprimer l'alinéa 6 qui étend le fonds d'action au-delà des actions pédagogiques, en ouvrant la possibilité de financer des rénovations de cantine scolaire. Le financement envisagé est incompatible avec le principe de neutralité commerciale qui s'impose au service public de l'éducation.

Tout d'abord, cela conduirait à une inégalité de déploiement selon les capacités financières des collectivités territoriales. Les actions permises par ce fonds ne bénéficieront pas aux territoires selon les besoins, mais selon leur capacité à attirer et organiser des financements et des partenariats.

Il produira donc un financement inégal en fonction des ressources de chacune des collectivités territoriales.

Aussi, il convient de supprimer cet alinéa pour des raisons évidentes d'autonomie de l'école publique qui ne peut pas être dans la main de financements privés et de mécénat. L'exemple d'un territoire où une grande marque comme Coca-Cola dispose de sites permettrait que même sans publicité explicite, l'association puisse peser dans la rénovation d'une cantine scolaire. Les politiques éducatives doivent reposer sur des financements publics, sans être influencées par des

stratégies d'entreprises. Cette dynamique est contraire aux valeurs socialistes selon lesquelles l'école de la République est la même pour toutes et tous.

Il convient donc de supprimer l'alinéa 6 afin de recentrer le fonds d'action, s'il est maintenu, sur des actions strictement pédagogiques et éviter qu'il ne devienne un instrument de financement d'investissements de restauration scolaire.